



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

24 MARS 2023

Arrêté préfectoral du
portant levée de la mesure de mise en demeure
notifiée à la société PYROFEERIE
pour son établissement situé au lieu-dit « Le banquet »
sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme

Le préfet du Tarn,

- Vu** le Code de l'environnement,
- Vu** le Code de justice administrative ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018 portant nomination de monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 avril 2018 autorisation la société PYROFEERIE à exploiter des installations de fabrication, montage et stockage de feux d'artifices au sein de son établissement situé lieu-dit « Le banquet » à Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 8 mars 2022 mettant en demeure la société PYROFEERIE de respecter les dispositions des articles 21 et 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et des articles 8.4.2. et 8.4.7. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2018 susvisé, pour son établissement situé lieu-dit « Le banquet » à Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2023 portant délégation de signature à monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 15 mars 2023 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 10 mars 2023 ;

Considérant que l'exploitant a remis le rapport de vérification des dispositifs de protection contre la foudre n° 12844721-001-1 daté du 24 novembre 2022 ;

Considérant que l'exploitant a remis le rapport de vérification des installations électriques n° 12844725-001-1 daté du 10 novembre 2022 ;

Considérant que face à ces constats, l'exploitant respecte les exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2022 ;

Arrête

Article 1^{er} :

La mise en demeure notifiée à la société PYROFEERIE située lieu-dit « Le banquet » à Saint-Salvy-de-la-Balme par arrêté préfectoral du 8 mars 2022 est levée.

Article 2 :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure 8 mars 2022 est abrogé.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 : Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ainsi que le maire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PYROFEERIE.

Fait à Albi, le **24 MARS 2023**

Pour le préfet, par délégation,
Le sous-préfet de Castres,



François PROISY